



Date :

Nom du/des syndicats :

Département :

MOTION

Compte tenu de la signature du Protocole d'Accord entre le ministre de l'intérieur, quatre organisations syndicales minoritaires et une association, en date du 24 septembre 2011, visant à la déconstruction de la filière sapeur pompier professionnel, la programmation d'une régression sociale sans précédent pour la profession, une procédure en marge des accords de Bercy, la non prise en compte du projet défendu par nos organisations syndicales ayant recueilli un avis favorable quasi-unanime du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 4 février 2009, la CFDT, la CGT et la FA/SPP-PATS s'opposent au projet présenté par le gouvernement et matérialisé par le protocole d'accord.

Notre projet CFDT, CGT et FA/SPP-PATS porte notamment sur le reclassement des Chefs d'agrès 2 équipes (INC2) en catégorie B et des mesures transitoires afférentes, un déroulement de carrière linéaire plus favorable pour la catégorie C formée en 3 grades jusqu'à l'indice 529, la prise en compte du niveau de qualification (BAC+3) des lieutenants de telle manière qu'ils soient classés en catégorie A, la formation d'une véritable catégorie B en trois grades avec des dispositions transitoires de reclassement.

Les incidences du projet défendu par le gouvernement et proposé par la FNSPF, organisation non syndicale, soutenu par 4 syndicats minoritaires, induiraient un rallongement de la carrière des sapeurs-pompiers de catégorie C de 7 années, [de Sapeur 1^{ère} classe (Accès par concours) à Adjudant] traduisant ainsi la volonté du gouvernement de rationaliser les effectifs et la masse salariale. Ce projet s'inscrit dans la volonté du gouvernement de faire payer la crise aux salariés, et les sapeurs-pompiers professionnels seraient parmi les premiers touchés.

Pour toutes ces raisons, la CFDT, la CGT et la FA/SPP-PATS s'opposent énergiquement à ces mesures injustes et organisent dès à présent des actions syndicales fortes, mesurées mais progressives aboutissant le 3 novembre 2011 à une manifestation d'ampleur nationale à Paris afin d'exiger du gouvernement qu'il ouvre les négociations conformément aux règles du dialogue social.